

ont demandé la réduction des dépenses militaires, avec l'aide et l'appui du Parti libéral. C'est exactement la situation dans laquelle nous nous trouvons.

Évidemment, toute compression budgétaire du gouvernement aura des conséquences fâcheuses. Le gouvernement collaborera très étroitement avec le gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard et les citoyens de Summerside pour résoudre les problèmes, mais nous devons agir dans l'intérêt de nos forces militaires. On ne peut se laisser guider par les difficultés occasionnées dans une région du pays ou une autre.

Par ailleurs, monsieur le Président, il faut signaler que l'Île-du-Prince-Édouard a adopté au fil des ans une ligne de conduite qui a entraîné des pertes d'emplois et des dépenses plus considérables pour maintenir ses industries actuelles et futures. C'est la décision que la population de l'Île-du-Prince-Édouard a prise et, à mon avis, tout le monde doit accepter cette réalité économique.

M. Jim Karygiannis (Scarborough—Agincourt): Monsieur le Président, c'est avec grand plaisir et une certaine nervosité que je prends aujourd'hui la parole pour participer au débat du projet de loi dont nous sommes saisis.

Avec plaisir, parce que c'est toujours un plaisir de sermonner le gouvernement sur ses mauvaises actions.

Avec nervosité, parce que j'ai pris connaissance du budget que le gouvernement actuel prévoit appliquer et qu'il a présenté, et j'ai vu le montant qu'il prévoit dépenser, et cela me rend nerveux.

Cela a également de quoi rendre nerveux tout contribuable sensé au Canada, sans exception. Les emprunts du gouvernement ont atteint des sommets sans précédent. Qu'on joigne à cela le taux d'imposition exorbitant frappant la petite entreprise et le contribuable canadien moyen, et tout est en place pour un désastre.

Le gouvernement supplie maintenant les Canadiens de se serrer la ceinture. Il fait même un grand tapage publicitaire à ce sujet. Il n'est cependant pas prêt à serrer sa propre ceinture. Il fait la publicité de ses réductions budgétaires aux nouvelles nationales de 23 heures. Le gouvernement nous montre une pièce de un dollar et quelle proportion de cette pièce est consacrée au service de la dette. Cependant, le gouvernement se sent obligé d'en faire la publicité comme si les Canadiens ne le savaient pas.

Pouvoir d'emprunt—Loi

On dit, monsieur le Président, que le Canadien moyen ne peut imaginer ce qu'est un milliard de dollars. Cela présente un problème, car au rythme où va la mauvaise gestion du gouvernement, il lui faudra bientôt imaginer ce qu'est un billion.

Le ministre des Communications (M. Masse) a en effet dépensé 190 000\$ pour produire un beau livre grand format, et 9 500\$ pour une table dans son bureau. Le nouveau ministre de l'Environnement (M. Bouchard) a récemment dépensé 40 000\$ pour faire rénover son bureau. On a rapporté la semaine dernière que le très honorable premier ministre (M. Mulroney) avait dépensé plus de 150 000\$ pour sa résidence officielle, et on a découvert que ce montant n'avait servi qu'à des études.

Le gouvernement veut que les plus défavorisés fassent les frais de ses excès en alourdissant leurs impôts pour tenter ainsi de réduire un déficit qui a pris des proportions monstrueuses en grande partie parce que ce même gouvernement n'a pas voulu obliger les grandes sociétés rentables à assumer leur juste part du fardeau fiscal et également parce que le premier ministre entend se servir de l'argent de tous les Canadiens pour inciter les gens à voter pour son parti.

Je pense notamment à ce pénitencier construit dans sa circonscription uniquement pour améliorer ses chances de se faire réélire. Or, le projet de construction d'un pénitencier à Terre-Neuve est annulé. Les Terre-Neuviens ont très clairement fait savoir aux Communes ce qu'ils en pensaient.

Nos concitoyens sont fatigués d'entendre parler du gaspillage du gouvernement dans les journaux et de se faire dire ensuite de se serrer la ceinture.

Le gouvernement continue de négliger les petites entreprises peut-être parce qu'elles ont moins d'argent à dépenser pour faire la publicité de l'Accord de libre-échange que ses amis dans les conseils d'administration des grandes sociétés. Le gouvernement semble vouloir les punir sur plusieurs fronts.

Songeons notamment au projet du gouvernement de se retirer du programme de l'assurance chômage, une décision lourde de conséquences pour les petites entreprises. Cette politique sera leur ruine. Mais le gouvernement leur fait savoir que leur sort lui importe peu. Mais ce n'est que le début, monsieur le Président, il y a plus, beaucoup plus.